

## Recherches sociographiques



Michael ELBAZ, Andrée FORTIN et Guy LAFOREST (dirs), *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernisme au Québec*

Solange Lefebvre

Volume 40, Number 1, 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057255ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057255ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Lefebvre, S. (1999). Review of [Michael ELBAZ, Andrée FORTIN et Guy LAFOREST (dirs), *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernisme au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 40(1), 155–158.  
<https://doi.org/10.7202/057255ar>

Michael ELBAZ, Andrée FORTIN et Guy LAFOREST (dirs), *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernisme au Québec*, Sainte-Foy, Paris, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 1996, 372 p.

Voilà un bilan multidisciplinaire passionnant sur les rapports complexes entre identité et tradition, modernité et postmodernisme au Québec, bien calibré entre analyses historiques, politiques et socioculturelles. Ce recueil rigoureux regroupe les contributions d'une trentaine de chercheurs reconnus. Il se lit avec grand intérêt, en échappant au risque d'éclatement auquel nous expose un ouvrage collectif. Tous réfléchissent sur la question identitaire à partir de l'espace québécois qu'Alain TOURAINE situe dès le départ in medias res : « Vous vivez chaque jour le problème de la combinaison de l'identité et de la participation à une modernité définie par l'ouverture », et ce, pense-t-il, de façon exemplaire, en évitant certains débordements nationalistes et libéraux. Ceci fait du Québec un laboratoire privilégié de la recherche sociale, en particulier sur les rapports entre tradition et modernité, et entre identité, universalisme et particularisme. Pour éclairer ces problématiques très actuelles, et qui concernent les débats sociopolitiques cruciaux qui animent le Québec et tout le Canada présentement, le collectif a aussi le mérite de s'approprier plusieurs théories fondamentales contemporaines (ANDERSON, BAUDRILLARD, GIDDENS, HABERMAS, LEGENDRE...), sans compter les apports de TOURAINE et de Charles TAYLOR.

Il réfléchit aussi notamment sur cette question formulée en vue du colloque : « La société québécoise aurait-elle été le théâtre d'un télescopage de la tradition à la postmodernité sans passer par la modernité ou encore sans s'y attarder ? » En fait, tous les auteurs redessineront la carte de ces trois espaces théoriques : « Nous distinguons des séquences, des constellations socioculturelles telles que tradition, modernité, postmodernité, écrit Elbaz, sans [assez] insister sur les déplacements et les traces, les coprésences spatiales et temporelles, les discontinuités » (p. 235). Alain Touraine en premier lieu définit la modernité comme la dissociation entre le sujet et la communauté, et non pas comme le supplantement de la communauté par le sujet. Et cette conception inspire ce qu'il estime être le projet fondamental des sciences humaines : « Réfléchir sur les formes de recomposition du monde » (p. 16).

Ouvrant la partie historique, Andrée Fortin observe trois grands déplacements de la recherche québécoise : le paradigme spatial rural / urbain a dominé durant les années 1950, et fut relayé par celui des classes sociales. Récemment, on envisage le décalage entre tradition et modernité, leur frottement dynamique comme un moteur de la société québécoise, quittant de la sorte une vision historique linéaire de progrès. Trois auteurs interrogent le paradigme persistant de tradition pour définir le Québec d'avant la Révolution tranquille (MCROBERTS, GAGNÉ, BÉLANGER). À plusieurs égards, le Québec était déjà moderne, mais pourtant le mythe de sa modernisation soudaine persiste encore. Un mythe qui pourrait nourrir certaines idéologies comme celle d'un messianisme des technocrates de l'État, et celle d'une extraordinaire avancée du Québec (K. McRoberts). Les études pointent les « résistances, les passeurs et les percées » d'une couche à l'autre de l'expérience socioculturelle, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Deux lieux révèlent des croisements complexes

entre modernité et tradition : présentement la famille (GODBOUT, CHARBONNEAU, LEMIEUX), et avant la Révolution tranquille, la gestion des hôpitaux par les religieuses (N. LAURIN). « Dans la famille, la modernité est transformée puisque les membres de la famille acceptent de limiter leur liberté individuelle et définissent leur identité par leur appartenance au réseau » (p. 93). En contrepoint, Bernard ARCAND rappelle l'importance que revêtent les rapports de sexes et de générations dans la société québécoise, ce qui devrait amener les chercheurs à se défier des généralisations théoriques modernes ou postmodernes. Mais en même temps, il soupçonne là un réflexe simplificateur bien « postmoderne » : l'évitement de la complexité au profit de ce que la vie sociale recèle de plus élémentaire et de plus universel. Laurin fait une lecture de l'histoire des institutions hospitalières au Québec : les religieuses avaient réussi à recomposer finement économie domestique et capitalisme, famille et bureaucratie. Depuis la prise en charge des hôpitaux par les technocrates de la Révolution tranquille, il y a certes productivité accrue, mais son fond de démembrement des milieux de travail et de leurs bases socioculturelles. Daniel SALÉE et Gilles GAGNÉ dessinent la trajectoire identitaire du « Nous canadien français catholique », et soulèvent la difficulté de l'articulation entre communauté imaginée unitaire (ANDERSON) « canadienne-française » et les « autres » qui l'interrogent de l'intérieur : critiques du nationalisme, paroles immigrantes, femmes, Autochtones. Le problème du rapport entre démocratie libérale, nationalisme et requêtes identitaires sera repris tout au long de l'ouvrage. Pour éviter le choix entre les « impossibles identités nationales modernes et le fractionnement identitaire postmoderne [...] écrit Gagné, il nous faut dépasser simultanément les absolus des traditions et l'agnosticisme normatif inhérent à l'universalisme de leur critique moderne » (p. 78-79). Dans la même foulée, Salée parle de l'impossible synthèse entre les identités et les objectifs particuliers, appelant à « un nouveau sens moral qui fait défaut au libéralisme » (p. 122).

Guy LAFOREST rappelle que la pensée canadienne a joué un rôle fondamental dans la genèse du débat entre libéraux et communautaristes en philosophie politique, ce qu'illustrent les discussions entre Trudeau, Grant et Taylor, relatées par Jane JENSON. Celle-ci offre une analyse des démarches identitaires québécoise et canadienne, étroitement liées, à travers l'émergence d'une « citoyenneté différenciée ». Des luttes identitaires érodent le pancanadianisme et font éclater la conception uniquement territoriale de la démocratie : Québec, Autochtones, mouvements sociaux. Philip RESNICK travaille sur la définition des termes « démocratie » et « nationalisme » depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si le nationalisme comporte des risques d'exclusion (en particulier sous sa forme ethnique), il procure néanmoins à la démocratie libérale un sens vital de la communauté. Resnick, on le sait, plaide pour un équilibre entre démocratie et nationalisme dans les fédérations multinationales comme le Canada, à l'intérieur d'un cadre confédéral souple plutôt que dans une fractionnement territorial où les problèmes ethniques risquent de déborder » (p. 161). J.-Yvon THÉRIAULT rappelle aussi que démocratie et nationalisme ne sont pas incompatibles, contrairement à ce que pensaient Lionel Groulx et Trudeau. Il observe ce paradoxe : « La démocratie tend vers l'éradication du particulier en même temps qu'elle en active la prolifération » (p. 132).

C'est toujours et encore cette tension qui traversent les entrevues auprès d'une quarantaine de fonctionnaires rattachés au dossier de l'immigration au Québec, ainsi que le rapportent HELLY et VAN SCHENDEL. Les divergences concernant l'option constitutionnelle, le rôle de l'État pour l'affirmation politique et économique, et le type de société québécoise ont trait aux visions de l'identité collective québécoise. Ces visions diffèrent surtout selon qu'elles se rattachent ou non à un « mythe fondateur canadien-français ». De manière plus générale, FONTAINE et JUTEAU examinent les divers modèles identitaires : assimilationniste, ethniste et pluraliste. Jamais ces modèles ne se rencontrent à l'état pur. Et il semble que si l'ethnicisme peut sombrer dans l'exclusion, le refus de reconnaître une ethnicité historiquement construite peut provoquer aussi des dérapages. Explorant quelques essais contemporains, Dorval BRUNELLE observe un déplacement récent vers une « ontologisation » de l'identité québécoise, tant du côté de francophones nationalistes (Christian DUFOUR, Louis SABOURIN) que du côté de leurs détracteurs anglophones (William Johnson, Mordecai Richler). Identité ontologique indique ici un ethos particulier, une identité singulière et profonde, protégée ou dépréciée. MIGUELEZ réfléchit à partir des rapports entre individuel, particulier et universel chez Hegel. Il indique deux dérives de l'individualisme et de l'État correspondant : l'une lorsque le marché l'emporte sur le lien social, l'autre relevant d'un enfermement dans une référence ethnique. Et Laforest avec lui de conclure : « [...] l'État fait de moins de moins de sens. S'il se trouve encore bien des gens [...] qui essaient d'être patriotes au sens hégélien et, donc, qui considèrent la vie en commun comme but et comme fondement essentiel, notre époque semble néanmoins être celle des indéterminations postmodernes de l'identité » (p. 134).

La troisième partie offre de solides analyses culturelles. Yvan SIMONIS propose une lecture optimiste du postmodernisme comme lieu de retour aux pratiques quotidiennes et aux responsabilités. Mais une ambiguïté demeure : l'oubli de l'institution de la limite qui fonde l'être humain (cf. Pierre LEGENDRE). Ellen CORIN identifie des résistances fondamentalistes à la dérive des références collectives et identitaires dans la société postmoderne, par exemple la tentation de chercher, par les nouvelles technologies du corps, à échapper aux problèmes de l'origine et de la mort. Elle en appelle à la reformulation d'un « nouveau contrat symbolique permettant un redéploiement des subjectivités » (p. 264). Diane LAMOUREUX identifie l'un des principaux apports du féminisme : il aurait contribué à redéfinir le sujet politique, au-delà des différences naturalisées au sein d'une modernité patriarcale. Gilles BIBEAU recherche quant à lui les traces du mythe nord-américain et québécois dans des œuvres littéraires qui expriment une identité fragmentée à la fois postmoderne et postcoloniale. Régine ROBIN plaide pour une citoyenneté civique et non plus ethnique et culturaliste, dans un Québec pluriel qui rompt avec le paradigme de la souche. Charles TAYLOR, plus nuancé, après avoir exposé les fondements de sa réflexion sur l'identité, rappelle le besoin de reconnaissance chez les sous-groupes d'une société, notamment les Canadiens français qui en ont été privés : « La voie qui mène à une nouvelle coexistence réussie ne passe pas par une espèce d'oubli de soi, mais plutôt par une réaction positive au fait qu'un groupe n'est plus seul. »

L'ensemble de ces contributions illustrent à quel point le Québec est un lieu d'expérimentations dans plusieurs domaines, par exemple la famille, la culture, l'éthique, la pluralisation de l'espace politique. On aurait souhaité cependant avoir quelques échos des débats majeurs qui ont dû animer ce colloque. En filigrane de plusieurs textes, on peut regretter cette disqualification de la rationalité économique, jamais appréhendée en elle-même, mais toujours nommée comme un va-de-soi ou réduite à la « logique de marché ». L'enjeu identitaire n'a-t-il pas aussi à voir avec les dynamismes économiques ? À l'instar d'autres domaines d'activité humaine, l'économie constitue, dans les cultures fortes, un lieu de recomposition de traits modernes et traditionnels. Enfin, il aurait été pertinent de s'attacher à éclairer les déplacements sur le plan de l'expérience religieuse chez les Québécois, autre domaine d'expérimentation assez révélateur qui a échappé jusqu'à maintenant aux excès des divers fondamentalismes et intégrismes. Cela dit, au bilan, nous trouvons devant une importante synthèse des dilemmes identitaires contemporains.

Solange LEFEBVRE

*Faculté de théologie,  
Université de Montréal.*

---

Laurier TURGEON, Jocelyn LÉTOURNEAU et Khadiyatoula FALL (dirs), *Les espaces de l'identité*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1997, 324 p.

La question de l'identité soulève un intérêt croissant depuis quelques années ainsi qu'en témoignent les nombreuses publications qui lui ont été récemment consacrées en Europe, aux États-Unis et bien sûr au Québec. L'ouvrage collectif que nous proposent les chercheurs du Centre d'études interdisciplinaires sur les lettres, les arts et les traditions (CÉLAT) de l'Université Laval s'inscrit fort bien dans le cadre de ces préoccupations. Le fait que la recherche en sciences sociales au Québec soit prolixie en la matière relève sans doute, les auteurs le soulignent à juste titre, de la situation particulière dans laquelle se trouve la société québécoise. Captive comme toutes les sociétés développées de la « tourmente planétaire », elle est de surcroît le lieu des déchirements identitaires que l'on sait et qui relèvent ceux-là de son histoire propre. Les espaces à l'identité s'attaque donc à la difficile question de la production identitaire dans les sociétés « postmodernes » dans le contexte de la mondialisation, de la réarticulation du local et du global et, plus généralement, de la crise du lien social. L'ouvrage constitue une excellente illustration du dynamisme reconnu des chercheurs du CÉLAT. Le lecteur peu familier avec les travaux de ces derniers sera impressionné par l'étendue du spectre des préoccupations.

Le projet dont se soutient le livre est ambitieux si l'on considère la définition du concept d'identité autour de laquelle il s'organise. La conception fixiste de l'identité en tant que simple héritage ou comme trésor collectif enfoui est réfutée au profit d'une définition en vertu de laquelle l'identité est « construite » et